Perspectives chinoises

2007/3 | 2007

En marche vers la société d'harmonie

L'impact de la société d'harmonie sur le développement futur de l'économie chinoise

Andy Rothman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3153>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Andy Rothman, « L'impact de la société d'harmonie sur le développement futur de l'économie chinoise », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/3 | 2007, mis en ligne le 01 septembre 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3153>

L'impact de la société d'harmonie sur le développement futur de l'économie chinoise

ANDY ROTHMAN

La promotion de « la société d'harmonie » pourrait se traduire par l'abandon de la politique, vieille de 25 ans, tout entière consacrée à l'obtention d'une croissance économique aussi forte que possible mais sans prise en compte des coûts portés à la société et à l'environnement. À la place, la Chine pourrait trouver un équilibre entre une croissance économique viable et un programme de réparation des nombreuses conséquences négatives de deux décennies de croissance supérieure à 9 %. Il sera difficile pour le Gouvernement chinois de promouvoir un système de santé publique ou de résoudre tous les problèmes liés à l'environnement en seulement cinq ans. Mais on peut néanmoins anticiper la réalisation de progrès suffisamment significatifs pour que le pays évite, lors d'un potentiel retournement économique, un chaos social et politique.

Le dix-septième congrès de Parti communiste chinois a fourni à Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine et chef du Parti communiste chinois, l'opportunité de fixer l'agenda politique de son deuxième mandat de cinq ans. Toutes les décisions-clés de Hu seront désormais focalisées sur la promotion de politiques conçues dans le but de réaliser une « société d'harmonie » en Chine. Sa tâche ne sera pas facile dans la mesure où ses plans créent de nombreuses contradictions apparentes et sont incompatibles avec l'approche adoptée par les dirigeants du Parti au cours des trois dernières décennies.

Hu demande en fait à son Gouvernement d'abandonner sa politique, vieille de 25 ans, tout entière consacrée à l'obtention d'une croissance économique aussi forte que possible, mais sans prise en compte des coûts portés à la société et à l'environnement. À la place, il veut que la Chine trouve un équilibre entre une croissance économique viable et un programme de réparation des nombreuses conséquences négatives de deux décennies de croissance supérieure à 9 %. Ce ne sera pas facile pour lui de convaincre des millions de fonctionnaires qui le servent partout dans le pays de changer leur façon de se comporter et de dépenser leurs budgets. Ce sont, après tout, des bureaucrates qui ont toujours travaillé dans le cadre d'une politique où l'on considère que le plus rapide est toujours le mieux. Une croissance plus forte du PIB, des revenus fiscaux et des créations d'emplois signifient pour ces derniers des promotions plus rapides. Des critères « soft » tels que

des taux de pollution et d'abandon scolaire entraient rarement en jeu dans leurs calculs personnels.

Avant même que Hu puisse commencer à s'attaquer aux nombreux problèmes qui parsèment la voie vers la création d'une « société harmonieuse », il doit tout d'abord convaincre des gouvernements locaux et les organisations du Parti communiste que sa nouvelle approche, moins centrée sur la croissance, a du sens. Il s'agira, à vrai dire, d'un défi aussi important que de nettoyer les rivières immondes de Chine et de réduire la corruption rampante.

Pour la préparation du congrès du Parti, nous avons imaginé le rapport que Hu aurait pu demander au bureau du Conseil des affaires de l'État (son cabinet) pour présenter le concept de « société harmonieuse ».

Ce qui suit est notre interprétation de la forme qu'aurait pu prendre ce rapport du Conseil des affaires de l'État aux délégués présents au congrès du Parti. Elle est présentée avec la conviction que la campagne de Hu en faveur de la « société harmonieuse » aura un impact profond sur les dépenses et la politique de régulation du Gouvernement, et donc sur l'économie chinoise et les conditions de l'investissement, au cours des cinq prochaines années. Le succès de la campagne de Hu sera décisif en ce qui concerne la capacité du Gouvernement chinois à gérer les conséquences sociales et politiques du retournement économique qui pourrait se produire au cours des cinq à dix prochaines années.

« Chers délégués au congrès du Parti,

Nous avons eu beaucoup de chance. Au cours des 15 dernières années, la croissance du PIB chinois a oscillé entre 7 et 14 % et nous n'avons pas subi une seule crise économique ou financière.

Nous avons ainsi évité toute crise sociale sérieuse.

Mais nous serions insensés de croire que cette période de chance va continuer indéfiniment. Comme notre économie fonctionne de plus en plus selon les principes de l'économie de marché, un retournement, accompagné d'un taux de chômage élevé, est inévitable.

Et l'histoire nous apprend qu'une période de croissance économique continue ne garantit en aucune façon la stabilité sociale et politique. Et c'est ainsi que par exemple la révolution industrielle en Europe fut suivie, assez rapidement, par la révolution de 1848. Il est instructif de se pencher brièvement sur cette expérience.

La révolution industrielle et la Chine

Dans les années 1870, au début de la révolution industrielle, l'Europe possédait beaucoup de points communs avec la Chine d'aujourd'hui. Elle était très majoritairement rurale, situation à rapprocher avec la Chine actuelle où 60 % des Chinois vivent encore à la campagne. À l'époque, l'agriculture européenne était largement inefficace à l'image de l'agriculture chinoise d'aujourd'hui. Beaucoup de gens vivait dans la pauvreté : la consommation annuelle de thé par tête en Angleterre atteignait à peine deux onces (soit moins de 57 grammes).

Mais la révolution industrielle — ce que certains qui ne connaissent pas l'histoire de la Chine appellent l'événement le plus important de l'histoire mondiale — allait changer de fond en comble cet état de choses. Avec une politique de soutien au secteur privé et à la recherche du profit, l'usine moderne fut inventée et prit son essor. Les exportations de coton britannique se retrouvèrent ainsi multipliées par plus de dix et une richesse inconnue jusqu'alors fut créée.

Cette croissance rapide et cette richesse stupéfiante n'advinrent pas sans conséquences négatives. « La révolution industrielle créa le monde le plus affreux dans lequel l'homme vécu jamais comme l'attestèrent les rues sinistres, pestilentielles et brumeuses de Manchester. » Selon l'éminent universitaire Eric Hobsbawm :

Les villes et les zones industrielles crurent rapidement, sans plan d'ensemble ou direction, tandis que les plus élémentaires services de la vie urbaine n'étaient nullement créés à la même vitesse, qu'il s'agisse du nettoyage des rues, de l'approvisionnement en eau, d'un système sanitaire pour ne rien dire du logement des classes populaires.

La transition vers la nouvelle économie engendra de la misère et du mécontentement, autrement dit les ferments de la révolution sociale. Et, de fait, cette dernière éclata sous la forme de

Graphique 1. La croissance du PIB chinois

Source : NBS

soulèvements spontanés des pauvres habitant les zones urbaines et industrielles. Elle s'incarna sur le continent dans la révolution de 1848 et en Grande-Bretagne dans le mouvement chartiste. Mais le mécontentement n'était pas confiné aux pauvres exerçant une activité. De petits hommes d'affaires inadaptables, la petite bourgeoisie, quelques secteurs spécifiques de l'économie furent également victimes de la révolution industrielle. Des travailleurs simples d'esprit réagirent au nouveau système en détruisant des machines qu'ils tenaient pour responsables de leurs problèmes. Mais, de façon surprenante, un nombre important d'hommes d'affaires et de fermiers sympathisèrent profondément avec ces activités luddites menées par leurs propres travailleurs car ils se considéraient eux-mêmes comme les victimes d'une minorité d'innovateurs diaboliques et égoïstes.

Telle était la situation des travailleurs pauvres et tout particulièrement celle du prolétariat industriel qui devient leur noyau. Cette rébellion ne fut pas simplement possible mais de fait compulsive. Sa conséquence directe fut la révolution de 1848.

Beaucoup d'entre vous reconnaîtront dans les prémices de la révolution de 1848 quelques traits de la situation qui prévaut actuellement en Chine. Et il vaut la peine de rappeler ce qui arriva quand une crise économique causée par de mauvaises récoltes et une récession industrielle embrasa le climat social instable : des révolutions à travers le continent européen qui conduisirent à la chute d'un grand nombre de dirigeants, l'écroulement d'un empire et la diffusion du parlementarisme.

Il y a certes de nombreuses différences entre l'Europe du début du XIX^e siècle et la Chine moderne. Pour autant, il existe suffisamment de similarités pour nous rappeler que nous ne pouvons pas nous reposer sur les réalisations que nous avons menées à bien au cours des deux dernières décennies. Comme en Grande-Bretagne, nos succès ont laissé de nombreuses personnes sur le bord de la route et ces dernières fini-

ront pas se faire entendre si nous ne prenons pas en compte leurs soucis.

Nous ne sommes pas à l'abri de récessions

Nous devons bien reconnaître que notre longue période de croissance économique ininterrompue ne nous met pas à l'abri de récessions et de crises financières. Toutes les économies de marché sont sujettes à des récessions et maintenant que 70 % de notre PIB provient du secteur privé, nous devons supposer qu'une récession se cache quelque part au-delà de l'horizon. Tous les marchés émergents, quelle que soit leur réussite, ont eu à affronter des crises financières. L'histoire des États-Unis, du temps où ce pays était une économie émergente, illustre parfaitement cela avec une série de crises financières survenues en 1819, 1837, 1857, 1873, 1884, 1890 et 1893. Certaines de ces crises furent en relation avec ou suivies par des dépressions de longue durée.

Les économistes ne savent pas très bien prévoir quand une telle crise peut survenir ou quel problème spécifique est susceptible de la déclencher. Mais les statisticiens sont en mesure d'affirmer avec certitude que nous connaissons une crise économique ou financière au cours de la prochaine décennie. Reste que notre situation économique actuelle étant solide, nous pouvons être optimistes et penser que nous avons environ cinq ans pour nous préparer. Mais nous ne pouvons pas nier que les risques à moyen terme sont significatifs.

Chers délégués au congrès du Parti, nous sommes donc confrontés à de nombreux et importants défis qui vont d'un système de santé en miettes à un désastre environnemental en passant par la pauvreté en milieu rural, la corruption et l'absence d'État de droit. Mais nous devons considérer cette liste comme un appel à l'action et non comme le signe d'une catastrophe imminente. La Chine a en effet surmonté des défis aussi intimidants au cours d'un passé récent.

Nous avons soif de risque

Au cours des deux dernières décennies, nos prédécesseurs à la tête du Parti ont fait preuve de prévoyance et de soif de risque. Nous avons pris des mesures radicales afin d'assurer une croissance économique continue et la stabilité sociale, ce qui a signifié un *leadership* continu du Parti.

Mais avec le recul du temps, certaines de ces étapes peuvent ne pas sembler à ce point radicales. Aussi, cela vaut-il la peine de les passer ici en revue.

- Nous avons reconnu que l'économie dirigée n'était pas une solution durable. Entre 1995 et 2001, c'est-à-dire en l'espace de six ans, nous avons licencié 46 millions de travailleurs du secteur public, soit l'équivalent de la population active de la France et de l'Italie réunies.
- Nous avons privatisé le marché de l'immobilier. La propriété immobilière privée dans les zones urbaines a ainsi rapidement grimpé de

15 à 70 %. Ce passage de logements précédemment détenus par l'État dans les mains de travailleurs a été qualifié par certains de plus important transfert de richesse dans l'histoire mondiale.

- Nous avons assoupli les contrôles sur les entrepreneurs, mesure qui a permis à la contribution du secteur privé au PIB de passer de seulement 17 % en 1990 à 70 % aujourd'hui.
- Nous avons supprimé le contrôle des prix sur la quasi-totalité des biens et des services, permettant de ce fait aux prix d'être fixés par le marché.
- Nous avons construit une infrastructure économique impressionnante dans nos villes et, depuis 2000, nous avons installé une capacité de production d'électricité égale à la capacité de production cumulée des pays suivants : Thaïlande, Pologne, Ukraine, Espagne, Italie, Corée du Sud et Royaume-Uni.
- Nous avons ouvert nos marchés au monde extérieur et avons rejoint l'Organisation mondiale du commerce. Comme mesure de notre ouverture, on peut citer la part des importations dans notre PIB : 30 %, soit le double du ratio observé au Japon ou aux États-Unis.
- Nous avons réduit significativement l'intervention du Parti dans la vie quotidienne de nos concitoyens, leur octroyant ainsi plus de liberté personnelle et en particulier l'accès à l'information et le droit de critiquer leur Gouvernement.

Ainsi, tout comme nous disions plus haut que nous avons eu de la chance d'éviter des crises au cours des 15 dernières années, nous pouvons aussi ajouter que nous avons créé les conditions de notre propre chance. Nos prédécesseurs à la tête du Parti ont tiré les enseignements de leurs erreurs et de l'histoire des autres nations. Nous devons continuer dans cette voie et prendre des mesures aussi radicales que celles adoptées par le passé afin d'affronter les problèmes auxquels la Chine est aujourd'hui confrontée.

Traiter les conséquences négatives

Le problème le plus fondamental concerne les conséquences négatives de 25 années de croissance économique débridée. La pauvreté persiste à la campagne et les inégalités de revenu se sont accrues. Nos systèmes d'éducation et de santé ont échoué à servir des centaines de millions de pauvres Chinois. Notre environnement est lourdement pollué et un grand nombre d'officiels locaux sont corrompus. Peu de nos concitoyens sont protégés par une assurance maladie ou bénéficient de retraites. L'absence d'État de droit rend encore plus difficile la résolution de tous ces problèmes et empêche notre peuple d'éprouver un sentiment de justice, d'égalité et de possibilité de saisir sa chance.

Tous ces problèmes ont engendré des tensions là où aurait dû prévaloir l'harmonie. Et cette tension sociale sera significativement exacerbée quand le retournement économique surviendra. Lorsque celui-ci frappera, ce sera le premier auquel nous aurons affaire depuis l'adop-

tion de l'économie de marché. Cela signifie donc que ce sera le premier retournement dans un système économique où la plupart de la croissance et la majorité de l'emploi proviennent d'entreprises privées. Au cours des retournements antérieurs, le Parti pouvait donner aux entreprises d'État l'ordre de continuer à fonctionner même si elles ne pouvaient écouler leurs productions. La prochaine fois cela ne sera plus possible. Des travailleurs perdront leur emploi. Ce sera une nouvelle expérience pour la Chine moderne.

Au cours des précédents retournements, ces travailleurs vivaient dans des logements fournis par les entreprises d'État qui les employaient. Désormais, comment les chômeurs pourront-ils payer les droits nécessaires pour maintenir leurs enfants à l'école ?

Au cours des retournements passés, les soins médicaux étaient également fournis par les entreprises d'État. Désormais, comment les salariés du secteur privé pourront-ils payer un médecin pour leurs enfants ou leurs parents ?

C'est pourquoi le secrétaire général du Parti, Hu, nous a demandé de commencer à prendre des mesures concrètes afin d'édifier une société harmonieuse avant qu'une crise économique ne survienne. Si nous n'agissons pas maintenant, nous courrons le risque que cette crise économique débouche sur le chaos social et l'instabilité politique.

Notre tâche est plus facile

Si notre tâche semble intimidante elle est cependant plus simple que celles qu'ont eu à affronter nos prédécesseurs. Ils ont dû initier des changements fondamentaux dans la structure de l'économie et de la société chinoises, changements qui ont soulevé de profondes questions idéologiques sources de division. Nous, en revanche, nous ne sommes, dans de nombreux cas, que confrontés au fait de devoir mettre en œuvre et faire respecter des programmes et des règles d'ores et déjà en place. Nous avons par exemple un programme d'éducation obligatoire qu'il nous faut désormais faire observer et financer. Il en va de même pour les règles que nous avons déjà en matière d'environnement. Nous disposons également de lois pour combattre la corruption et devons désormais les faire appliquer d'une manière équitable et transparente. Aucun de nos défis ne soulève de problèmes idéologiques.

Nous avons également la chance que notre Gouvernement soit en bonne santé financière et que nous disposions, ainsi, des moyens de mener à bien nos tâches. Au cours des dernières années, les revenus fiscaux ont augmenté de 20 % par an et le déficit budgétaire atteint seulement 1,3 % du PIB. L'endettement du Gouvernement central est de seulement 18 % du PIB et nous avons plus de 1000 milliards de dollars américains de réserves en devises étrangères qui pourraient nous servir d'amortisseur en cas de crise financière.

En d'autres termes, nous n'avons aucune excuse pour ne pas agir courageusement. »

L'impact de « l'harmonie » sur l'économie chinoise

La section précédente de cet article constitue notre interprétation personnelle de la discussion interne telle que nous pensons qu'elle se déroule au sein du Parti communiste au moment où Hu Jintao tente de promouvoir une politique visant à établir « une « société harmonieuse ». À présent, nous allons examiner l'impact de cette campagne sur les dépenses et la politique de régulation du Gouvernement, et donc sur l'économie chinoise et le climat de l'investissement, au cours des cinq prochaines années. Le succès de la campagne de Hu sera décisif quant à la capacité de Pékin de gérer les conséquences sociales et politiques du retournement économique qui affectera inévitablement le continent au cours des cinq à dix prochaines années.

Politique macroéconomique

De prime abord, la « société harmonieuse » peu apparaître comme une politique anti-croissance avec une attention toute particulière portée à l'environnement, les inégalités de revenus et la fourniture de meilleurs services sociaux. Regardons-y cependant de plus près. Le Parti communiste est toujours sur une ligne procroissance, mais cet objectif est désormais nuancé par une recherche de croissance de meilleure qualité. Hu et le Premier ministre Wen Jiabao sont certes désireux de sacrifier un peu de croissance pour gérer les problèmes qui menacent la stabilité sociale. Mais il serait cependant erroné de voir dans ce souhait d'une croissance du PIB de l'ordre de 8-9 % — au lieu de 11-12 % — une politique anti-croissance. Hu et Wen comprennent bien qu'une croissance économique soutenue est la fondation d'une société harmonieuse.

Une croissance élevée engendre en effet des ressources fiscales pour financer un meilleur système de soins et d'éducation. Une croissance soutenue se traduit par une augmentation des revenus qui réduit la pauvreté dans les zones rurales et qui retarde le moment où l'accroissement des inégalités de revenus deviendra un problème social sérieux. Une croissance élevée est un facteur clé pour la création d'emplois, phénomène qui constitue le souci majeur à court terme des dirigeants chinois. Le chômage urbain se situe vraisemblablement dans la fourchette des 7 à 9 % (et non à 4 % comme le prétendent les sources officielles). Des taux plus importants feraient peser des contraintes accrues sur les services sociaux urbains et conduiraient à

des coupes dans les flux importants d'argent qui remontent des travailleurs qui émigrent dans les villes en direction des zones rurales pauvres. Le Gouvernement espère que l'économie créera neuf millions d'emplois cette année, ce qui permettrait d'absorber une partie des cinq millions de titulaires d'un diplôme universitaire et des sept millions d'autres jeunes qui vont rejoindre la population active.

Il y a donc très peu de raisons pour que le Gouvernement prenne des mesures destinées à refroidir une économie qui, en tout état de cause, n'est pas en surchauffe. Depuis le quatrième trimestre de l'an dernier, le rythme de croissance de l'économie chinoise s'est de nouveau accéléré comme le montrent les augmentations de la consommation d'énergie électrique et des profits ainsi que des marges dans l'industrie. Il est cependant difficile de se fier aux chiffres officiels fournis par le Gouvernement pour mesurer le taux de croissance réel du PIB pour la première moitié de 2007, à savoir 11,5 %. Les autorités de Pékin se sont enfermées depuis des années dans un chiffre fondé sur des considérations politiques qui tend à surestimer le taux de croissance du PIB. Dit autrement, même si le Gouvernement voulait présenter un taux de croissance moins élevé pour des raisons, là encore politiques, il ne pourrait le faire dans la mesure où il est désormais piégé par le gonflement artificiel des chiffres qu'il a pratiqué au cours des dernières années. En effet, il serait politiquement délicat d'annoncer aujourd'hui un chiffre de croissance revu à la baisse car cela reviendrait à accréditer l'idée d'un ralentissement de l'économie chinoise. Or, l'économie est en train de reprendre mais après trois années de ralentissement consécutives au pic de 11-12 % survenu en 2003. Selon nos calculs, la croissance s'accélère un peu à partir d'un taux de 8-9 % l'an dernier, plutôt que d'un taux à deux chiffres. Les premiers chiffres semestriels ne signalent aucune surchauffe, pas plus d'ailleurs que l'arrivée de mesures gouvernementales restrictives.

Nous examinerons plus en détail les mesures de contrôle de la qualité (ou de signes de durcissement) qui furent mises en œuvre l'an dernier : petites augmentations additionnelles des taux d'intérêt et accroissements plus nombreux des ratios de réserves bancaires. Mais toutes ces mesures sont destinées à élever le coût du capital à un niveau plus rationnel, à empêcher les banquiers de prêter sans se soucier du risque. L'impact macroéconomique de ces mesures sera similaire à celui que nous avons constaté dans un passé proche à savoir pas grand-chose.

Oui, l'inflation des prix à la consommation augmente (5,6 % en juillet contre 2,2 % en janvier), mais la quasi-totalité de l'accroissement est venue de la nourriture. Le Gouvernement ne va pas paniquer, comprenant que cela est

Graphique 2. Augmentation du prix du logement et du revenu urbain disponible par tête

Source : CLSA Asia-Pacific Markets

Graphique 3. Poids de l'immobilier

Source : NBS

largement temporaire et constitue un problème d'offre. Il comprend également que des taux d'intérêt élevés en Chine auront peu d'effet sur une faible offre domestique de porc ou des prix élevés de blé et de soja. Pour les sept premiers mois de l'année, la nourriture a représenté 80 % des 3,5 % d'augmentation de l'indice des prix à la consommation.

Investissement

De 2003 à 2006, l'investissement en capital fixe (ICF) a augmenté annuellement de 24 à 27 % et nous pensons que ce taux d'accroissement demeurera proche de cet ordre de grandeur jusqu'à la fin de la décennie. Cela signifie que la Chine continuera à dominer la demande mondiale de produits primaires allant du pétrole au cuivre en passant par le nickel. Plusieurs facteurs devraient se combiner pour maintenir l'ICF en expansion à un taux aussi élevé.

Tout d'abord, la forte rentabilité des entreprises. Ces dernières expliquent en effet les trois quarts de la formation brute de capital, la majeure partie de celle-ci étant financée par des bénéfices non distribués. Et la croissance des profits est élevée. Même si le taux de croissance des profits dégagés par les entreprises industrielles a fortement décliné entre 2003 et 2005, le taux de croissance des profits était encore

L'harmonie sur rails

de 27 % en 2005. La rentabilité, quant à elle, s'est améliorée au cours du quatrième trimestre de l'an dernier, poussant les profits jusqu'à un taux de 31 % en 2006. Lors des cinq premiers mois de cette année, les prix plus bas des intrants industriels ont propulsé les profits encore plus haut, jusqu'à 42 % en glissement annuel. Sous la pression du Gouvernement, certains de ces investissements vont être consacrés à des dispositifs de contrôle de la pollution et à des équipements destinés à remplacer des technologies périmées.

Deuxièmement, le marché immobilier va demeurer en bonne santé. L'immobilier représente 15 % de l'investissement total. Il s'agit, la plupart du temps, de dépenses consenties pour le logement des ménages. Le prix du logement a augmenté significativement au cours des années récentes. Mais cela a aussi été le cas des revenus des urbains. Au plan national, le prix du logement a augmenté de 41 % entre 1999 et 2006, mais les revenus ont fait un bond de 101 % ⁽¹⁾. Comme dans tous les pays, on observe des différences géographiques. A Shanghai par exemple, les prix de l'immobilier ont augmenté plus vite que les revenus, soit 127 % contre 89 %. Mais

pour la plupart des Chinois résidant en ville le logement est devenu plus abordable au cours des six dernières années, et cela grâce notamment à la disponibilité de prêts hypothécaires. Nous pensons que le Gouvernement devrait continuer à promouvoir la propriété individuelle du logement spécialement pour les familles à revenus faibles ou moyens.

Troisièmement, les dépenses gouvernementales en infrastructures devraient également s'accroître. Le Gouvernement réalise actuellement environ 10 % de l'investissement dans ce domaine. Or, la combinaison d'une bonne santé fiscale et de la nécessité de construire une infrastructure dans les zones rurales dans le cadre de la promotion de la « société harmonieuse » signifie que cette source d'investissement devrait prendre de l'importance. Comme nous l'expliquons plus haut en détail, la direction du Parti est engagée non seulement à dépenser plus pour les services sociaux mais également pour les infrastructures physiques dans les vastes zones de la Chine qui sont restées à la traîne. Plusieurs domaines peuvent être ainsi cités en exemples.

1. Au plan national, au cours de la première moitié de cette année, le revenu réel urbain disponible s'est accru de 14,2 % tandis que le prix du logement augmentait de 6 %.

Tableau 1. Prévisions concernant le métro en Chine

	Lignes prévues	Lignes achevées	Longueur totale (km)	Longueur terminée (km)	Investissement prévu (en milliards de Rmb)	Investissement actuel (en milliards de Rmb)	Année prévue d'achèvement
Pékin	19	5	561,5	114	100	12	2020
Shanghai	13	5	510	123	140	49,2	2012
Guangzhou	9	2	200	39,8	100	35	2010
Shenzhen	5	2	124	23	37	12	2010
Tianjin	9	2	234,7	41,1	84,01	11,04	2016
Hangzhou	8	0	278	0	100	45	2050
Nanjing	14	1	433	22	173	8,8	2009
Harbin	3	0	46	0	16,3	4,52	2013
Shenyang	5	0	46	0	82	9,5	2012
Qingdao	5	0	128	0	56	0	2050
Zhengzhou	1	0	34,16	0	10,7	0	2014
Xi'an	6	0	50,3	0	17,9	0	2050
Chengdu	7	0	54	0	19,7	0	2050
Chongqing	10	1	522	14,35	100	4,3	2050
Changchun	2	0	42	0	39,6	0	2050

Source : CLSA Asia-Pacific Markets

- **Eau.** 300 millions de ruraux n'ont pas accès à l'eau potable. Pékin a déclaré vouloir investir annuellement 6,4 milliards de Rmb (soit 819 millions de dollars américains) pour alimenter en eau saine 32 millions de villageois chaque année d'ici à 2010.
- **Électricité.** La State Grid Corporation a augmenté ses dépenses de distribution de 47 % l'an dernier (atteignent ainsi 176 milliards de Rmb soit 22,6 milliards de dollars américains). Cela lui permet de distribuer de l'électricité à 545 000 foyers ruraux de plus. Cette année, l'entreprise augmentera ses investissements jusqu'à 202,5 milliards de Rmb (soit 26 milliards de dollars américains) et espère pouvoir alimenter tous les foyers ruraux d'ici 2010.
- **Routes.** L'investissement routier a engendré les plus forts retours sur la croissance du PIB en dehors du secteur primaire. De simples routes de campagnes ont des ratios coût / bénéfice quatre fois plus élevés que le ratio observé pour des routes plus coûteuses. Le Gouvernement planifie de construire ou d'améliorer 1,2 million de kilomètres de routes de campagne d'ici 2010.
- **Urbanisation.** Le taux d'urbanisation en Chine a augmenté de 26 % en 1990 à 44 % aujourd'hui. Et au cours des cinq dernières années, de 78 à 85 millions de gens ont

migré en direction de zones urbaines. Le ménage moyen qui effectue ce type de déménagement double presque son revenu par tête au cours du temps. Ainsi, Pékin va continuer à encourager l'urbanisation. Nous nous attendons à ce que les villes chinoises accueillent 10 millions de personnes supplémentaires d'ici 2010.

De plus, dans la mesure où le Parti veut aussi satisfaire la classe moyenne, même si l'attention du Gouvernement va se trouver focalisée sur les régions les plus pauvres, il ne faut pas s'attendre à une diminution du taux d'investissement dans les zones les plus riches.

- En plus d'édifier des routes de campagne, le Gouvernement affirme qu'il étendra le système de voies rapides de 40 000 kilomètres en 2005 à 65 000 kilomètres en 2010 de façon à aller de pair avec une croissance annuelle à deux chiffres des ventes d'automobiles.
- Entre aujourd'hui et 2013, six villes ont programmé d'ajouter des lignes de métro pour un coût total de presque 550 milliards de Rmb (70 milliards de dollars américains).
- La Chine gère un quart du trafic ferroviaire mondial sur seulement 6 % de la longueur de réseau installée dans le

Graphique 4. La Chine mène la croissance mondiale

Source : CLSA Asia-Pacific Markets

Graphique 5. La dépendance aux importations de la Chine s'accroît

Source : CLSA Asia-Pacific Markets

monde et le système refuse à peu près autant de fret qu'il en transporte. On devrait donc assister également à des investissements significatifs dans le réseau ferroviaire.

- De 2005 à 2010, le nombre d'emplacements en eau profonde dans les ports de Chine va augmenter de 393 à 1 183 et l'investissement attendu dans les ports destinés à recevoir des containers va atteindre 185 milliards de RmB (soit 24 milliards de dollars américains).
- Pékin aurait aussi budgété 52 milliards de RmB (6,7 milliards de dollars américains) pour la construction de 37 nouveaux aéroports et l'extension de 31 autres parmi lesquels les deux aéroports de Shanghai. Hongqiao va plus que doubler son actuelle capacité de 15 millions de passagers. Quant à Pudong, sa capacité va tripler à partir de 2008 pour atteindre le chiffre de 60 millions de passagers.

Ce niveau continu et élevé d'investissement est objectivement très stimulant pour la demande mondiale. Au cours de la dernière décennie, la Chine a représenté 61 % de l'accroissement mondial de la consommation d'acier, dont 41 % de l'accroissement global en 2006. La Chine a également été à l'origine, au cours des 10 dernières années, de plus de

la moitié de l'accroissement de la consommation mondiale de cuivre et d'aluminium, dont un tiers de l'accroissement de la consommation de cuivre intervenu l'an dernier.

Mais la Chine est aussi de plus en plus dépendante des importations pour satisfaire son appétit vorace de matières premières. Il y a dix ans, les importations représentaient seulement 12 % de la consommation chinoise de pétrole. Aujourd'hui cette part atteint presque 50 %. Les parts des importations de minerais de fer, de cuivre et de nickel ont toutes augmenté également de façon significative.

La consolidation de l'industrie lourde

Le projet de la « société harmonieuse » prévoit de réduire la pollution et d'accroître l'efficacité énergétique et l'utilisation des ressources va conduire, au cours des prochaines années, à la consolidation de beaucoup d'industries lourdes les plus sales de Chine. Dans des secteurs tels que l'acier, la chimie ou encore ceux qui utilisent du papier ou du métal, la mise en œuvre de lois destinées à protéger l'environnement va conduire à la fermeture d'un grand nombre de petites firmes ne disposant pas des ressources nécessaires pour installer les équipements prévus. Les officiels locaux seront également sous la pression de Pékin pour utiliser des motifs environnementaux afin de fermer des entreprises qui n'utilisent pas efficacement l'énergie mais qui ne peuvent s'offrir l'installation de dispositifs d'une technologie plus avancée.

Des douzaines de petites aciéries, par exemple, ne survivent qu'en exportant un acier destiné à la construction, certes de piètre qualité mais qui est néanmoins vendu à l'étranger significativement plus cher que sur le marché national. Cela signifie que la Chine exporte des ressources dont l'offre est peu abondante sur le territoire national à savoir l'énergie, les minerais de fer et l'eau. Les marges sont importantes pour opérer des regroupements dans la mesure où 74 des 200 aciéries du pays réalisent 65 % de la production totale d'acier.

Le Gouvernement aimerait également augmenter l'efficacité de la récupération de ressources dans l'industrie du charbon en fermant à peu près la moitié des 22 000 petites mines où ne sont pas respectées les normes en matière d'environnement et de sécurité au travail.

Les entreprises de plus grande taille auront également à dépenser des sommes importantes pour se mettre en conformité avec les politiques décidées en matière de pollution et d'énergie. Mais ce coût devrait être compensé par les regroupements. La plupart des secteurs souffrent de surcapa-

Graphique 6. Distribution des actifs financiers

Source : CLSA Asia-Pacific Markets

cité, phénomène qui, plus que tout autre, explique la fonte des marges survenue au cours des dernières années. La fermeture d'un nombre significatif de petits producteurs pourrait permettre aux firmes plus importantes (et cotées en bourse) de reconquérir quelque pouvoir de marché plus que de pourvoir aux dépenses supplémentaires nécessaires pour réduire leur pollution.

Politique de réglementation

La campagne en faveur de la « société harmonieuse » devait avoir un impact profond sur les politiques de réglementation du Gouvernement dans la mesure où le Parti essaye de réduire les possibilités de corruption et d'accroître l'importance du secteur privé.

Il est clair qu'une réglementation excessive ouvre de nombreuses voies à la corruption. En effet, même pour ne se livrer qu'à leurs activités routinières, les entreprises doivent obtenir de nombreuses autorisations de la part de fonctionnaires locaux. Dans la mesure où le Parti vise à réduire les possibilités d'obtention d'une rente de situation pour les fonctionnaires, nous pensons que Pékin devrait assouplir les contrôles sur les fusions et acquisitions par des firmes chinoises, et en particulier par des firmes privées. Il devrait y avoir également plus de possibilités de fusions-acquisitions pour les firmes étrangères même si le Gouvernement continuera très certainement à limiter la prise de participation par des capitaux étrangers dans des secteurs considérés comme stratégiques, parmi lesquels les services financiers. Nous pensons également que le Parti devrait continuer dans la logique de ce qui a été adopté cette année à l'Assemblée nationale du peuple (ANP), promouvoir une économie conduite par la libre entreprise et fondée sur la loi du marché. Le Premier ministre Wen, le numéro deux du Parti communiste, a déclaré que son gouvernement « soutiendrait

activement les efforts entrepris par les gens pour créer leurs propres entreprises». Son Ministre des finances a ajouté que « nous continuerons à suivre la politique actuelle de fermeture des entreprises d'État qui perdent de l'argent [et] nous soutiendrons le développement d'entreprises petites et moyennes ».

Le soutien du Parti pour les entrepreneurs s'est manifesté de manière encore plus visible quand a été annoncé que la nouvelle loi sur l'impôt sur le revenu des sociétés, loi adoptée par l'ANP en 2007 et qui comporte une série d'exemptions d'impôts pour les petites entreprises. C'est probablement la première fois que le Parti donne aux entrepreneurs un avantage direct sur les entreprises de plus grande taille détenues par l'État. Bien sûr, le secteur privé compte pour 70 % du PIB et pour la quasi-totalité des nouvelles créations d'emplois. Mais des mesures supplémentaires devraient aider à supprimer quelques-uns des obstacles politiques que les entrepreneurs rencontrent souvent auprès des banquiers et des fonctionnaires locaux.

L'ANP a également adopté une loi sur la propriété qui envoie un message clair aux juges et aux fonctionnaires locaux. Selon le porte-parole de l'ANP : « peu importe que la propriété soit étatique, collective ou privée, elle doit être protégée de la même manière. Si tel n'était pas le cas, l'enthousiasme des gens pour créer et accumuler de la richesse de façon légale serait affaibli et, partant, la prospérité et la stabilité sociale seraient touchées ».

Nous devrions assister également à des progrès dans la réglementation des services financiers et notamment la possibilité pour les firmes d'offrir une gamme plus large de produits en même temps que soit relevé le niveau de surveillance destiné à réduire la corruption et à augmenter la confiance des investisseurs. Avec 86 % de la richesse chinoise détenus en liquide (contre 19 % aux États-Unis) un véritable filon d'opportunités est de ce fait ouvert. En 2006, les actifs gérés par entreprises spécialisées dans la gestion des fonds ont connu une croissance de 50 %. Les revenus des primes d'assurance sur la vie pourraient augmenter en 2007 de 15 %.

Consommation

En définitive, si la campagne pour la « société harmonieuse » est couronnée de succès et que la population assiste à des progrès significatifs dans la création d'un filet de sécurité social viable, alors les taux d'épargne des ménages pourraient commencer progressivement à descendre des niveaux actuels très élevés où ils se situent (30 % du PIB

et 16 % du revenu disponible des ménages). Un tel phénomène accroîtrait la part de la consommation dans le PIB. Les ventes au détail ont augmenté de plus de 10 % par an au cours des sept dernières années et de 16,4 % au cours des sept premiers mois de cette année. Il n'y a en conséquence aucun doute qu'une culture de la consommation est bien présente en Chine. Le financement de la consommation devrait continuer à se développer. Ainsi, le nombre de cartes de crédit est passé de 500 000 en 1999 à 20 millions l'an dernier, ce qui facilite la vente de biens de consommation durables.

son second et dernier mandat comme chef du Parti, on peut s'attendre à voir des progrès substantiels dans les domaines sociaux, environnementaux ainsi que dans celui des problèmes politiques qui ont été soulevés dans cet article. Il sera difficile pour le Gouvernement chinois de promouvoir un système de santé publique ou de résoudre tous les problèmes liés à l'environnement en seulement cinq ans. Mais on peut néanmoins anticiper la réalisation de progrès suffisamment significatifs pour que le pays évite, lors d'un potentiel retournement économique, un chaos social et politique. •

Remarques conclusives

Avec un Hu Jintao clairement déterminé à progresser vers une « société harmonieuse », et qui constitue l'objectif de

• Traduit par Jean-Paul Maréchal